



## Compte rendu

- Jean GERMAIN, *maire de Tours, 1<sup>er</sup> vice président du Conseil régional du Centre*

Nous apprenons pour nous cultiver, mais également pour trouver du travail. Le niveau de qualification concourt à l'insertion professionnelle. Le quartier des Deux Lions incarne la coopération souhaitable entre la recherche, l'économie et le logement : le système de formation est intégré avec l'économie au cœur de la ville. On ne peut plus enseigner ni former comme avant. Les jeunes ont un accès direct à la culture mondiale via internet, ce monde a changé, de telles évolutions doivent être intégrées. En termes d'aménagement du territoire, et à l'heure de l'élaboration d'un Schéma régional d'aménagement et de développement durable des territoires (SRADDT), **une vision d'ensemble stratégique au niveau régional avec une ouverture directe sur le monde est indispensable**, en relation avec les plus grandes universités. Là où la formation est performante, les entreprises s'installent. Il faut donc conjuguer les efforts de différents acteurs au profit de cette attractivité - la Région, les agglomérations, l'État-, mais également mobiliser le secteur privé pour que l'ensemble du territoire en ressorte gagnant.

- Loïc VAILLANT, *président de l'université de Tours*

Pourquoi parlons-nous du savoir lorsqu'il est question du SRADDT ? Pour cela, il faut s'attarder sur un événement peu connu mais qui relève du fait historique : cette année, pour la première fois, les Etats-Unis ne sont plus en tête du nombre de publications scientifiques et se sont vus supplanter par l'Asie Pacifique. Aucune place n'est acquise définitivement ! La recherche est indispensable à l'éducation, à l'économie, les Etats européens l'ont compris. La région Centre est un territoire où les lycéens s'engagent moins dans l'enseignement supérieur qu'ailleurs. **Alors que l'ambition européenne est d'amener 50% d'une classe d'âge à un niveau licence, notre région va-t-elle dans le même sens ? A travers quels types de formation, quels leviers d'attractivité ?** Pensons par exemple à la très faible densité médicale... Le forum d'aujourd'hui est donc très important pour éclairer les décisions capitales qui devront être prises. Les universités de Tours et Orléans souhaitent répondre avec la Région par une stratégie partagée.

- François BONNEAU, *président du Conseil régional du Centre*

Le SRADDT est volontairement porté à un débat très large, sur l'ensemble de ses volets. En effet, il représente une ambition capitale pour notre région, celle de savoir ce que nous souhaitons à dix ans pour notre territoire. Il doit guider aussi la construction obligatoire du Contrat de plan régional de développement des formations (CPRDF), qui remplace la grande œuvre de l'ancienne mandature, le Plan régional de développement

des formations. Interroger l'avenir de notre région, cela suppose de s'attacher à l'humain. En particulier, le développement de la formation tout au long de la vie doit s'élaborer au plus proche des habitants et des territoires. Et notre région revient de loin !

Les résultats au baccalauréat avoisinent enfin la moyenne nationale, mais nos jeunes choisissent ensuite des formations courtes. Est-ce vraiment un problème ? Oui, c'en est un au moment où la recherche et l'innovation sont fondamentales pour développer le territoire. Si nous n'avons pas l'ensemble des niveaux des savoirs, alors nous serons largement pénalisés. Il n'est pas acceptable que nos jeunes aillent chercher des formations à l'extérieur de la région Centre. Ce défi reste à relever pour notre enseignement supérieur régional, qui souffre d'un manque d'attractivité. Au niveau national, on parle de dix grands pôles d'excellence. Nous devons nous battre avec les autres régions qui forment le centre de la France et nous devons le faire avec passion.

Il y a 6 ans, il y a avait 3 000 sortants sans qualification, ils sont 1 500 à ce jour. C'est moins que par le passé, mais c'est encore beaucoup trop ! Comment aller plus loin ? Cela passe forcément par l'apprentissage, la formation professionnelle, etc. Des éléments de modernité comme le développement durable doivent être intégrés au plus vite dans les contenus, les programmes, les modalités de formation. Notre région devra relever ce défi de la modernité dans toutes les voies de formation. Des problématiques sociales peuvent aussi être la cause de blocages dans le parcours individuel de formation, et cela aussi est inacceptable. C'est pourquoi la Région définit et met en œuvre des politiques sociales d'accompagnement (avec des dispositifs comme Trans Europe Centre, le prêt d'ordinateur, etc.). Ces efforts ne peuvent pas être ceux de la seule collectivité régionale.

Les travaux d'aujourd'hui seront pris en compte, avec ceux des cinq autres forums thématiques et des forums dans chacun des vingt-trois territoires, pour définir une ambition pour 2020. Alors répondons ensemble à cet exercice d'imagination, librement et avec plaisir, pour répondre au mieux aux défis qui nous attendent !

➤ *Caroline GADOU, directrice générale formation éducation, Conseil régional du Centre*

L'élaboration du CPRDF est un moment fort jusqu'en juin 2011. Il s'agit d'engager une réflexion d'avenir sur la formation ; depuis la formation initiale jusqu'à la formation continue, pour les jeunes, les salariés, les demandeurs d'emploi, nous balaierons tous les champs de l'éducation.

Aujourd'hui, nous allons vous solliciter pour que cette démarche d'avenir ait une chance. Et nous la voulons tout d'abord tonique, sans tabous, ainsi que visionnaire, pour tracer la voie de demain. Il faut que l'on puisse véritablement offrir des choses, avoir des confrontations, des idées, des échanges sur les trois thèmes abordés. Nos expériences doivent enrichir nos ambitions. C'est penser les bonnes questions pour demain. Nous voulons que cette réflexion soit pragmatique, qu'elle s'adresse à tous les habitants par rapport à leurs besoins. Enfin, nous la voulons responsable, qu'elle pense à demain dans une perspective d'égalité sociale et de développement durable.

Au travers de cette démarche participative et de cette dimension prospective, il s'agit bien de construire ensemble des réponses pour que chaque habitant trouve, dans la formation tout au long de la vie, les clés de son parcours social et professionnel. C'est l'objet même de ce forum « Education et formation tout au long de la vie ».

Aujourd'hui nous pourrons échanger sur les enjeux régionaux, les opportunités à saisir, avec des spécialistes : Sandra Enlart d'abord, Directrice Générale de Entreprise et Personnel et Professeure en sciences de l'éducation à l'université de Genève, puis Marie-Béatrice Rochard, Directrice de l'ORFE. L'après-midi, trois ateliers seront proposés. Il s'agira de discuter sur le fond, les idées, les propositions. Ensuite, il y aura une synthèse sur les échanges qui auront émaillé la journée, afin d'enrichir la réflexion de la prochaine décennie.

- Isabelle GAUDRON, *vice présidente « apprentissage, insertion, formation professionnelle et formation tout au long de la vie » du Conseil régional du Centre*

L'atelier portant sur le thème « Pourquoi et comment se former tout au long de la vie » s'attachera à répondre à deux questions : pourquoi et comment se forme-t-on tout au long de la vie ? On peut se former pour différents motifs, des nécessités d'évolution personnelle, etc. Les contenus et les méthodes évoluent, il faut le prendre en compte. Et pour ceux qui n'y arrivent pas, comment les accompagner ? On parlera également culture, un élément important de la construction de chacun dans une société de la connaissance.

- Chantal REBOUT, *vice présidente « éducation et lycées » du Conseil régional du Centre*

L'atelier intitulé « Le lycée de demain : objectifs, outils, méthodes », s'intéressera très justement au lycée de demain. On peut se l'imaginer dans les murs : est-il sécurisé ? Mais à travers la problématique de demain, nous pourrions également nous demander comment former le mieux possible pour créer une économie régionale, qu'est-ce que cela suppose pour les lycées ? Derrière ces questions, il y a des humains, et c'est avant tout pour eux que nous devons travailler.

- Patrick RIEHL, *vice président « universités, enseignement supérieur, recherche, innovation et transfert de technologie » du Conseil régional du Centre*

Le troisième atelier traitera le thème « Développement, croissance et attractivité de notre région : quel enseignement supérieur ? ». Nous devons reconnaître la richesse qui existe au niveau de l'enseignement supérieur. Mais cette richesse n'est pas suffisante. Pourquoi les étudiants ne vont pas plus loin que le BAC + 2 ? Il est déterminant de tracer un cap, de développer un enseignement supérieur fort et attractif à tous les égards, c'est la base pour notre région. C'est ce qu'on doit pouvoir donner aux habitants : le droit de pouvoir rester, car c'est une région où, globalement, on vit peut-être mieux que dans les régions limitrophes. Tout le monde doit s'y mettre.

*Sandra ENLART est directrice des études et de l'innovation Entreprise et Personnel ; elle est également Professeure à l'université de Genève, en Sciences de l'éducation, sur la chaire Politiques et systèmes de formation dans les organisations.*

Nous sommes aujourd'hui dans une société de la connaissance qui nécessite de réfléchir. Tout change mais quelles en sont les conséquences ? Observer l'impact des technologies sur la manière aujourd'hui d'apprendre est un thème de travail et de recherche intéressant. Souvent on continue à penser école, université, formation en entreprise, sans prendre la mesure de ce qui se passe sous nos yeux. Regarder les enfants dans leur rapport au savoir est fascinant, car ce sont eux les futurs salariés de demain.

## **I. Les caractéristiques de la société cognitive**

### **Savoir gérer la masse d'informations = situation d'infobésité**

Nous nous trouvons dans un univers informationnel, soumis à un flux continu d'informations, celles dont on a conscience de traiter et celles dont on ne se rend pas compte mais qui nous contraignent en permanence. Voici une caractéristique majeure de notre société : cet afflux permanent d'informations. Alors que la société cognitive a longtemps été vécue comme le nécessaire accès au savoir, aujourd'hui il s'agit bien plus d'apprendre à maîtriser l'information.

### **Faire la distinction entre le virtuel et le réel qui coexistent en permanence**

Le virtuel devient réel pour toute une génération, la frontière entre les deux s'effrite pour toute une génération, par exemple avec les « amis » sur Facebook... Cela pose des questions à la société, de repérage de sens pour les uns, de valeur comme l'amitié pour les autres. Ce sont des éléments qui structurent l'environnement et ont donc à voir avec la question de l'accès au savoir et le processus d'accès au savoir.

### **Gérer une nouvelle forme de rapport au savoir**

Le rapport au savoir a énormément changé en 15 ans. Le monde sans Internet semble loin... Auparavant, le savoir était identifiable au volume de connaissances. Aujourd'hui, face à l'infobésité, on est obligé de considérer que le savoir se situe dans des réseaux à l'extérieur de la tête que l'on ne peut pas maîtriser. Cela change notre rapport à la mémoire, et nous fait donc renoncer à l'idée de maîtrise du savoir. Le cerveau est, en quelque sorte, à l'extérieur : il ne s'agit plus de se souvenir des choses au sens « maîtriser, posséder des connaissances », mais d'archiver, de déléguer, d'organiser l'externalisation de la maîtrise des savoirs. Pour les jeunes générations, le savoir est donc une extension de soi-même, c'est-à-dire « moi plus une extension périphérique ». On parle d'homme symbiotique, c'est-à-dire : une personne avec des extensions numériques diverses et variées. Dans ces circonstances, il est difficile de continuer à imaginer que l'on va rester le même.

### **Accepter que le savoir est instable**

Rien n'est sûr, rien n'est définitivement vrai, plus personne n'est dépositaire d'un savoir intégral. Il suffit de regarder Wikipédia : voilà un site qui bouge sans arrêt. Il amène à douter de notre rapport au savoir. À qui se fier ? Qu'est-ce qu'un savant ? La vision des apprenants devient différente de celle que le formateur se fait des apprentissages. Que veut dire « apprendre » dans ce contexte ? Le savoir n'est plus détenu dans un endroit particulier (un pays, une bibliothèque, un laboratoire, une université, etc.) ; il est plus éclaté. On n'a jamais fini de faire le tour d'un sujet, de le confronter aux différentes thèses, etc. Il en va de même pour les relations, les réseaux sociaux, qui se construisent, éclatent, changent, se transforment en permanence. La nouvelle vision du savoir interroge notre capacité à faire des liens, pour garder l'ensemble des informations. Pour les éducateurs, en formation, l'enjeu repose dans le « comment répondre » ? Comment aider les individus à acquérir des comportements cognitifs de survie ?

## II. Les comportements cognitifs de survie

### Apprendre à traiter l'information

Comment les jeunes et les adultes en entreprise peuvent-ils apprendre à traiter l'information ? Si nous identifions les capacités cognitives indispensables pour vivre dans le monde d'aujourd'hui, elles sont de trois ordres :

- ° l'ouverture mentale : la curiosité, l'intuition, l'agilité cognitive, la capacité à attraper l'information par rapport à un champ, à repérer les informations qui auront le plus de sens ;
- ° la focalisation mentale : la concentration, la priorisation, comment exclure, ou jeter de l'information ;
- ° l'adaptation : la capacité à passer d'une activité à l'autre, la flexibilité mentale, la capacité à être multitâches.

Nous sommes confrontés en permanence à de multiples sollicitations, par exemple à travers le mail et le Blackberry, alors que nous sommes en réunion. Comment aider les individus à comprendre ces nouveaux outils et leur place incontournable, à gérer tout cela en même temps ?

### Apprendre à détourner

Un des lieux où l'on apprend à traiter l'information est celui des jeux vidéo. Ils sont un univers extraordinaire ; il faut s'y intéresser et comprendre ce qui s'y passe. En effet, des capacités cognitives peuvent s'y développer, car ils font appel à la découverte de règles, la concentration et l'oubli de ce qu'il y a autour, la capacité, l'exigence multitâche, la curiosité. Il est fort intéressant de regarder ce qu'on y apprend. Enfants et adultes y débloquent de manière intuitive des capacités dont ils ont besoin pour se débloquent des situations de la vie courante. L'enjeu consiste alors à être en mesure de passer de situations de vie à des situations professionnelles. Cela exige de reconnaître des accès implicites au savoir, pour ensuite scanner, jongler, explorer en permanence l'Internet.

### Maîtriser les savoirs de base

Se balader sur Internet permet d'accéder au savoir mais il est nécessaire d'avoir une grille, une carte mentale pour faire les liens. Cela suppose de maîtriser les savoirs de base et la carte cognitive des relations qui existent entre les savoirs de base. Il ne s'agit plus de tout savoir mais d'avoir des « accrocheurs ». Mais comment identifier les savoirs de base ? Et qui décide de ces savoirs de base, de notre propre socle ? Qui est légitimé pour déterminer ce qui constitue le socle nécessaire pour passer d'un niveau à l'autre, d'une spécialité à l'autre ? Par exemple, pour la Validation des acquis de l'expérience, que doit-on maîtriser à l'entrée, à la sortie ?

Ce questionnement vient questionner à son tour des enjeux sociaux, le positionnement des experts, les systèmes de gouvernance, l'organisation politique.

**En conclusion**, les technologies de l'information et de l'éducation impactent la manière d'apprendre. Elles posent des questions aux acteurs de la formation, sur :

- l'accès au savoir et aux nouvelles formes de savoirs ;
- les « basiques » de l'apprentissage à maîtriser ;
- les organisations et les situations de chacun, qui se transforment en milieu nourricier ;
- les temps, les modalités et les objectifs d'apprentissage à repenser ;
- le passage d'une position de responsable de formation à une position d'architecte cognitif.

L'outil le plus extraordinaire reste le langage : pour apprendre à détourner, apprendre à apprendre, en n'importe quel lieu (famille, société, école, entreprise, etc.).

## Echanges :

- *La définition des savoirs de base, la désignation des institutions légitimes pour les définir, sont deux questions complexes. Mais, au-delà des savoirs de base, la capacité à s'exprimer, à convaincre, à développer un esprit critique, etc., tout cela s'apprend-il bien ? Cela suppose-t-il de redéfinir l'indispensable ? Oui, bien sûr. Le problème est que l'on va à l'envers. En fait, il faut se demander ce qu'il est nécessaire de savoir pour être un utilisateur intelligent de l'information.*
- *Qu'est-ce que ce socle nécessaire ? Ce sont les pré-requis, le socle minimal pour, ensuite, être en capacité d'apprendre sur Internet, par exemple. Il ne faut pas croire que notre ouverture sur le siècle a résolu la question d'un certain nombre de connaissances. On n'a pas tout apprécié quand on a toutes les connaissances indispensables.*
- *Les lieux traditionnels comme la famille ou l'école sont-ils dépassés pour ces nouveaux savoirs ? doivent-ils être éduqués ? L'école et la famille sont des lieux d'apprentissage, alors oui, ils sont obligés d'évoluer, tout en y mettant des limites raisonnables.*
- *Le monde bouge, on doit être un peu moins conventionnel et plus révolutionnaire pour s'y adapter. Ne pourrait-on pas faire de la place à ces jeunes qui ne passent pas le BAC mais travaillent pendant quelques années ? Car ils apprennent pendant ce temps... Il ne faut pas supprimer ce qui existe mais aider ceux qui ne s'y retrouvent pas.*

**Vous pouvez prendre connaissance de la présentation Powerpoint sur Étoile**

**« Besoins en recrutement à l'horizon 2020 :  
Enjeux, défis, opportunités »  
Marie-Béatrice ROCHARD**

*Marie-Béatrice ROCHARD est directrice de l'Observatoire régional formation emploi (ORFE), au sein du GIP ALFA CENTRE.*

Les résultats du modèle de prospective créé par l'ORFE sont présentés. Ils concernent des hypothèses de projection d'emploi par secteurs d'activité, selon les différentes conjonctures envisageables. Les évolutions de l'emploi et du chômage en région Centre depuis les années 1990 sont présentées. Le modèle de projection à l'horizon 2020 se fonde sur différentes prolongations de tendances économiques observées entre 2000 et 2010, selon trois projections (projection centrale, de croissance, de crise). Des hypothèses de volumes de recrutements en sont déduites, par secteurs et par métiers, en prenant en compte les départs en retraite. L'enjeu consiste donc à éviter des désajustements structurels entre les besoins futurs de recrutement et l'offre ou l'appareil de formation.

- Dans l'industrie, les besoins en recrutements nets sont peu élevés mais des tensions persistantes risquent de devenir structurelles ;
- Dans le tertiaire, des départs en retraite accentueront les tensions dans les périodes de croissance ;
- Ces résultats invitent à anticiper et à penser les transitions ;
- Il faut éviter la pensée totalement adéquationniste : observer des désajustements ne signifie pas qu'il faut y répondre par une approche quantitative ;
- Est-il possible de penser la formation en termes d'acquisition de savoirs et de savoir-faire transférables ?
- Il est nécessaire d'anticiper et de chercher des solutions au plus près des problèmes posés, sur les territoires.

**Vous pouvez prendre connaissance de la présentation complète en Powerpoint sur Étoile.**

## Atelier 1 - Le lycée de demain : objectifs, outils, méthodes

**Atelier piloté par Chantal REBOUT**, vice-présidente « éducation et lycées » du Conseil régional du Centre

**Avec la participation de :**

- Agnès QUATREHOMME, conseillère régionale, présidente de la 2<sup>ème</sup> commission « éducation et lycées »
- Anne HEDDE, secrétaire académique adjointe SGEN CFDT Centre
- Olivier MASSON, délégué national en régions Auvergne & Centre de la Jeunesse au plein air.

### **1. Le monde change : comment adapter les compétences, faire évoluer, anticiper les métiers dont notre région a besoin ? En quoi cela concerne-t-il le lycée ?**

Que sera le lycée de demain ? Un lycée écologiste ? Un lycée sanctuaire des savoirs ? Un lycée ultra sécurisé ? Est-il dans les murs ou hors les murs ? Incarnera-t-il un élément d'aménagement du territoire ? Le monde a déjà changé, nous devons tous nous y adapter et le lycée aussi doit évoluer en ce sens. Il s'agit d'adapter les compétences dans le cadre d'une « éco région » attractive. Cela suppose de faire émerger une prise de conscience citoyenne, critique et coopérative... L'école doit permettre de faire évoluer des filières. Elle doit transformer la société tout autant qu'elle doit s'adapter aujourd'hui aux évolutions de notre société.

Il faut s'interroger sur la manière de rester dans l'éducatif tout en transmettant un certain nombre de valeurs. Les compétences acquises doivent également être adaptables, transférables. La tendance glisse vers le travail de groupe. Les ENT (espaces numériques de travail) sont également incontournables : on ne peut pas louper le coche, au risque de voir le public se détourner de l'école, si l'Éducation nationale passe à côté de cette évolution elle se fera de toute manière en dehors de l'école.

Les besoins des métiers dans notre région doivent être appréhendés conjointement avec les partenaires. Les contacts avec le monde économique doivent aussi se renforcer et se transformer.

### **2. Quelles évolutions cela suppose-t-il pour le lycée ?**

La question de l'implantation des lycées est abordée, avec le constat d'une trop grande concurrence entre les établissements. Il conviendrait de réfléchir à des *complémentarités* (lycées polyvalents), de manière à offrir plus de choix aux élèves d'un même bassin, leur proposer des places d'internat. La carte des formations doit poursuivre cette plus grande complémentarité, ainsi qu'une inscription de l'établissement dans son territoire. Trop souvent, les activités des élèves avec ou sans professeur ne sont pas prises en compte.

Un nombre croissant de connaissances sont disponibles par Internet grâce aux *équipements numériques*. Les manuels numériques s'amorcent, mais les équipes pédagogiques ont besoin de formations pour les utiliser. Dans le cadre des ENT, les enseignants s'investissent dans les *ressources pédagogiques*. Deux pistes sont proposées à titre d'exemples de cet investissement innovant : d'une part, le travail avec les artistes associés à l'élaboration de ressources pédagogiques, d'autre part l'accueil d'artistes en résidence pour instaurer une relation entre un artiste et un projet inscrit dans la durée, qui a du sens pour l'établissement et ses « habitants ».

*Les établissements ne peuvent pas être réduits à la formation initiale.* La mixité des publics apportés par l'alternance est importante. Cela suppose de modifier les pratiques, avec souplesse et ouverture : les lycées ne doivent plus s'immobiliser pendant les vacances scolaires, une base de données des entreprises susceptibles d'accueillir les élèves pendant leurs périodes de stage doit être créée et tenue à jour. Cette relation



avec les entreprises est nécessaire, la Région pourrait aider à trouver les bons stages aux bons endroits.

### **3. Comment assurer un égal accès à la formation pour toutes et tous au lycée?**

Il faut prendre en compte la variété des jeunes qui se retrouvent au sein du lycée, pour prévenir le décrochage scolaire et accompagner les parcours d'insertion professionnelle. La différence est de plus en plus marquée entre ceux qui ont déjà choisi leur voie et ceux qui ne sont pas encore entrés dans cette logique.

Les publics lycées ont des niveaux et des besoins de mobilités distincts, on ne peut pas l'ignorer. Tandis qu'il faut penser la proximité en CAP, les formations supérieures supposent de penser à l'échelle de l'Europe voire à l'international. On ne peut pas non plus ignorer les établissements éloignés des grands centres, quel avenir ont-ils ?

Le lycée est un *temps et un foyer de vie* pour les jeunes. La présence d'un internat dans un établissement peut se révéler un atout essentiel, pour le développement de la sociabilité et des qualités humaines, pour éviter le décrochage. L'existence d'espaces tels que la pause méridienne est nécessaire pour que d'autres acteurs éducatifs puissent venir consolider les compétences sociales des élèves. Des dispositifs promeuvent de manière efficace l'ouverture culturelle, comme par exemple « TransEurope » ou « aux arts lycéens ». *Les jeunes ont besoin d'être accompagnés, leurs projets aussi.* Ainsi en va-t-il des projets d'innovation qui se développent peu : les points d'accroche avec les jeunes ne se font pas immédiatement. Une articulation avec les acteurs extérieurs facilite la mise en place d'actions. Cela interroge la possibilité d'ouverture du lycée de demain vers l'extérieur.

Il serait intéressant que la collectivité sollicite et interroge directement les lycéens, pour les impliquer et expliciter leurs attentes : quels lycées, quels métiers, etc. Il ne faut pas non plus perdre de vue les familles, le lien étant à fonder et construire quotidiennement avec celles-ci.

## Atelier 2 : Pourquoi et comment se former tout au long de la vie ?

**Atelier piloté par Isabelle GAUDRON**, vice présidente « apprentissage, insertion, formation professionnelle et formation tout au long de la vie » du Conseil régional du Centre

### Avec la participation de :

- Philippe FOURNIÉ, vice président « formations sanitaires et sociales, santé » du Conseil régional du Centre
- Saadika HARCHI, conseillère régionale, présidente de la commission « apprentissage, insertion, formation professionnelle et formation tout au long de la vie » du Conseil Régional du Centre
- Bénédicte DESPRIN et Hervé GALTAUD, Institut des métiers et des technologies de Tours (IMT)
- Catherine GUILLAUMIN, maître de conférence à l'université François Rabelais de Tours
- Aurore DEBORDEAUX, Conseil général du Loiret
- Emmanuel PORCHET, Centre Images

### **1. Le monde change : comment adapter les compétences, faire évoluer, anticiper les métiers dont notre région a besoin par la formation tout au long de la vie ?**

*Des actions doivent être développées au niveau local*, en favorisant le travail entre les acteurs institutionnels et les acteurs de terrain. Des choix clairs au niveau régional doivent permettre d'articuler les niveaux locaux et de bassin.

Un travail doit être mené *avec les secteurs*, afin d'appréhender l'évolution des métiers à moyen terme. Il reste complexe de faire évoluer l'offre de formation lorsque les besoins sont ponctuels.

Le développement de *la Gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC)*, *tout particulièrement dans les PME*, apparaît indispensable. Cela nécessite d'informer les entreprises mais également de les accompagner.

Le système de *l'alternance* est intéressant pour développer les compétences dans l'entreprise. Des expérimentations intégrant numérique et design dans une entreprise de l'industrie automobile montrent la nécessité d'innover, de prendre des risques pour permettre l'adaptation et l'évolution des postes de travail.

*Les postes de travail doivent être adaptés* pour prendre en compte la vie de *l'individu* et les changements qu'il rencontre au cours de sa carrière : le début, le milieu de carrière et la préparation à la retraite, qui soulèvent des besoins spécifiques ; les éventuelles situations d'illettrisme ; les reconversions brusques et subies, qui impliquent des besoins de formation également spécifiques.

Les individus perçoivent souvent la formation comme quelque chose de dévalorisant lorsqu'elle est subie, par exemple face à un licenciement. Un travail entre acteurs de la formation et acteurs de l'insertion en amont est indispensable pour analyser les comportements, pour anticiper ces freins à la formation liés à des questions de *perception*.

Il est regrettable que le changement et l'adaptation de l'offre soit si long, car cette rigidité du système de formation rend plus difficile l'adaptation des compétences.

### **2. Quelles évolutions de notre système de formation tout au long de la vie cela suppose-t-il ?**

Les modalités d'organisation de la formation par *alternance* doivent être améliorées. Il s'agit également de prendre en compte l'ensemble du *parcours* de l'individu, et tout particulièrement l'ensemble de ses acquis. La modularisation apparaît comme une évolution importante en cours de construction ; elle doit se développer.

Les acteurs de la formation et de l'insertion doivent absolument coordonner leurs interventions pour mieux anticiper les difficultés sociales impliquées par la formation, pour répondre aux situations subies par les individus en reconversion et pour éviter les ruptures de parcours.

Les formateurs ont un rôle clé, pour « réinventer le métier », pour redonner aux bénéficiaires le plaisir d'apprendre tout en prenant en compte l'expérience en entreprise pour le public adulte.

### **3. Comment assurer un égal accès à la formation tout au long de la vie pour toutes et tous ?**

Deux grandes idées ont été mises en évidence sur la question de l'égalité d'accès à la formation. Tout d'abord, en matière de valorisation de la formation, le « tout diplôme » ne doit pas être opposé aux langages sur les compétences. Par ailleurs, il faut développer l'accompagnement des vies pendant la formation, par la mise en place d'un dispositif « ressources sociales », en prenant en compte des problématiques relatives à l'hébergement (notamment sur des périodes d'alternance), la santé et aux moyens financiers.

## **Atelier 3 - Développement, croissance et attractivité de notre région : quel enseignement supérieur ?**

**Atelier piloté par Patrick RIEHL**, vice président « universités, enseignement supérieur, recherche, innovation et transfert de technologie » du Conseil régional du Centre.

**Avec la participation de :**

- Moïsette CROSNIER, conseillère régionale, présidente de la 3<sup>e</sup> commission universités, enseignement supérieur, recherche, innovation et transfert de technologie
- Georges HADDAD, UNESCO
- Youssoufi TOURE, président du PRES

### **1. Le monde change : comment adapter les compétences, faire évoluer, anticiper les métiers dont notre région a besoin par l'enseignement supérieur ?**

Il apparaît nécessaire de partager une vision du développement économique de la région afin de définir une stratégie en matière d'économie, de formation et de recherche. Il faut **créer un système d'observation régional construit et partagé par tous.**

**Trois enjeux sont apparus pour adapter les compétences :**

- Professionnaliser les formations :
  - les masters professionnels sont une réponse aux besoins d'adaptation des entreprises, des salariés, des demandeurs d'emploi... ;
  - les formations doivent s'adapter aux besoins économiques et non aux capacités et disponibilités des enseignants ;
  - les formations en apprentissage permettent d'entrer dans l'enseignement supérieur plus facilement (aides financières) et représentent un véritable tremplin pour l'emploi.
- Renforcer les dispositifs pour orienter vers des formations déficitaires qui pourtant offrent des débouchés.
- S'appuyer sur le PRES comme un outil de coopération nécessaire pour homogénéiser l'offre de formation et développer l'attractivité de la région, dans une optique de rapprochement des forces.

**Des axes précis ont été évoqués pour l'anticipation des besoins futurs :**

- Faire en sorte que les études débouchent sur une insertion professionnelle réussie et durable.
- Communiquer les résultats des travaux de recherche pour connaître et anticiper les impacts de la recherche sur l'évolution des métiers et emplois.
- S'investir dans les pôles forts dont la pérennité est certaine.
- Promouvoir également une recherche libre et ne pas donner une réponse unique en termes d'adéquation de la formation par rapport à l'emploi, car on pourrait se priver par-là même de chances de développements futurs.
- Favoriser les relations entre la recherche publique et la recherche privée.
- Agir aussi au niveau local pour capter les besoins des différents acteurs (des entreprises, des établissements publics, des associations...).

### **2. Quelles évolutions de notre système de formation tout au long de la vie cela suppose-t-il dans l'enseignement supérieur?**

**Les attentes à l'égard du système d'enseignement supérieur régional ont d'abord été explicitées :**

→ **Pour les jeunes, les salariés, les demandeurs d'emploi :**

- L'emploi : répondre par la formation aux besoins socio-économiques du territoire ; faciliter les capacités d'adaptation et d'évolution des personnes pour assurer une réponse aux besoins futurs et permettre le développement économique et social.
- La réussite : donner à tous la possibilité de réussir son cursus de formation et son parcours professionnel.
- La proximité : démocratiser l'enseignement supérieur, sans pour autant affaiblir les sites principaux (les villes moyennes souhaitent une offre de proximité spécialisée).

→ **Pour les employeurs :**

- Une main d'œuvre qualifiée capable de s'adapter : développer des formations reconnues, d'excellence, permettant de s'adapter aux besoins des employeurs tout en préservant les capacités des individus à évoluer dans leur vie professionnelle.
- Une main d'œuvre innovante : doter les employeurs de forces capables d'assurer l'innovation et le développement futur de leur activité ; coupler les formations d'enseignement supérieur à la recherche pour une optimisation adéquate.

→ **Pour le territoire, qui a, avec ses établissements, une responsabilité locale au regard des enjeux nationaux de la formation :**

- L'enseignement supérieur doit être un facteur d'attractivité sur le territoire : il doit susciter la venue des familles et des entreprises, permettre de former une main d'œuvre recherchée par les acteurs économiques ; les établissements d'enseignement supérieur doivent être forts, capables d'assurer un rayonnement sur le territoire.
- L'enseignement supérieur doit être un élément de dynamisme économique : la jeunesse concourt au dynamisme de la ville ; les forces intellectuelles offertes par les établissements favorisent l'innovation dans les entreprises ; la présence de jeunes, de leur famille et d'enseignants, représente une force de consommation non négligeable.

**Le système de formation initiale et continue doit évoluer pour répondre et s'adapter aux besoins et attentes de chacun :**

- Il faut favoriser la mise en cohérence et la coopération entre universités et écoles dans un environnement concurrentiel national et international, à travers une politique nationale et internationale qui n'oublie pas l'échelon local.
- Une meilleure communication doit créer de l'appétence, de l'attractivité, une meilleure orientation. Il faut communiquer en premier lieu sur la qualité et l'excellence des formations, de la recherche. Les conditions de vie et de travail des étudiants en région sont un critère d'attractivité secondaire.
- Pour promouvoir l'enseignement supérieur, il faut valoriser les formations et les qualifications auprès des entreprises, lutter contre la dévalorisation des diplômes, et revaloriser les sciences humaines, sociales, les lettres.
- Le système de formation doit répondre à la compétitivité et à l'avenir des territoires : les liens entre les antennes et les entreprises doivent être renforcés ; les enjeux tels que le vieillissement de la population et le déficit en médecins doivent être pris en compte ; les rythmes différents entre l'économie et la recherche ne peuvent pas être oubliés.
- Les acteurs doivent se donner des ambitions fortes régionales et s'appuyer sur les pôles de compétitivité, pour gagner en lisibilité, en attractivité par des domaines d'excellence.

**3. Comment assurer l'égalité des chances pour accéder à la formation dans l'enseignement supérieur ?**

**La démocratisation de l'enseignement supérieur ne passe pas forcément par la proximité géographique.** Chaque étudiant doit pouvoir accéder à la formation de son choix et non se restreindre à l'offre de proximité. La mobilité des étudiants et des formateurs doit donc être améliorée, car dupliquer les formations sur les territoires n'est pas forcément la réponse adéquate.

**Les sites doivent être optimisés** : la duplication des formations n'est pas une solution, la **spécialisation** peut au contraire renforcer un territoire (exemple du site de Bourges). Les sites doivent trouver leur véritable pertinence par rapport aux besoins sociaux économiques du territoire local.

**On doit donner à tous la chance d'accéder à l'enseignement supérieur**, et non se priver du potentiel des jeunes qui n'ont pas les moyens ni l'ambition de suivre des études supérieures. Il semble donc primordial de favoriser la mobilité des personnes les plus démunies sur ce point. Cela passe par la collaboration de tous les acteurs sur le sujet (collectivités territoriales, État, Établissements d'Enseignements supérieur...), pour partager et essayer les bonnes expériences (cordées de la réussite, plan réussite licence, etc.), pour développer des synergies entre les acteurs de l'orientation, de la formation et de l'insertion.